

# Solidaires

LE MAGAZINE DU RÉSEAU ET MOUVEMENT PEP

> 6<sup>E</sup> ÉDITION DU  
BAROMÈTRE DE LA  
SOCIÉTÉ INCLUSIVE



Rendre la  
société inclusive  
attractive

> DES NOUVELLES  
DU RÉSEAU



Lutter contre  
l'illectronisme  
à Marseille

## LAÏCITÉ ET ENGAGEMENT CITOYEN



## SOMMAIRE

- Retour sur la journée laïcité et engagement citoyen p.04
- Rendre la société inclusive attractive p.06
- Inégalités sociales et citoyennes : que pensent les français en 2020 ? p.07
- La Fabrique, une mobilisation importante du réseau PEP dans le cadre des rencontres 2021 p.09
- Inclusion : ciment de la laïcité ? p.10
- Un nouveau métier : le coordinateur de parcours p.12
- La merveilleuse dynamique de Dinamo l'Étape p.13
- Lutter contre l'illectronisme à Marseille p.14
- Radio – philo p.15

**Le magazine de la Fédération Générale des PEP** • 5-7, rue Georges-Enesco • 94026 Créteil Cedex • Tél. : 01 41 78 92 60 • Email : accueil@lespep.org • Directrice de la publication : Dominique Gillot • Responsable de la rédaction : Agnès Bathiany • Rédaction : Association R.E.V.E • Coordination : Malika Haddag  
**Conception-réalisation** : Obea Communication • Photos : DR - Sauf mention : iStock Images® • Routage : Lamifilm (35) • ISSN : 1625-4549 • Commission paritaire : en cours.

## ÉDITO



### DOMINIQUE GILLOT

Présidente de la Fédération  
Générale des PEP

## En 2021, espoir, confiance et optimisme

**D**ans un contexte où l'amplification de l'inquiétude, de la morosité, la dépression peut entraîner le pessimisme, mon rôle et ma nature me conduisent à envisager que 2021 soit l'année du retour de l'espoir. Espoir dans la science, espoir dans le vaccin, espoir dans les traitements et dans ces progrès scientifiques qui permettent d'envisager, sinon de maîtriser l'épidémie, du moins de vivre avec, en retrouvant des habitudes de vie sociale.

**Je souhaite aussi que l'année 2021 soit l'année du retour de la confiance.** Confiance dans nos propres capacités, dans nos propres aptitudes à surmonter les difficultés, à faire preuve de résilience, cette capacité au fond de soi, de transformer les épreuves en valeurs de résistance et de réinvention. Confiance dans le collectif. On n'est pas tout seul. Nos responsables associatifs, gestionnaires peuvent se sentir isolés, en prise à des problèmes qui dépassent leur engagement, leur volonté associative. Néanmoins, nous ne sommes pas seuls. Toute la France, tout le système économique, tout le système intellectuel, culturel, social, est dans cette situation. Ayons une réflexion collective, solidaire et constructive pour retrouver la confiance dans les aptitudes que nous saurons mobiliser. Et puis confiance aussi dans la responsabilité politique, collective, participative, avec le temps de la réflexion, et la volonté de trouver le meilleur parti à tirer, avant de contester systématiquement les décisions des pouvoirs publics.

**J'aspire également à ce que l'année 2021 soit l'année de l'optimisme.** Parce que c'est ce qui porte à se projeter dans un avenir meilleur, dans un avenir reconstruit, un avenir réinventé.

Au fil de notre histoire, nous nous sommes attachés à l'évolution de l'offre souvent vécue comme une prise de tête, en rupture avec les habitudes, bouleversant les métiers, les structures... Pour répondre à de nouveaux besoins, les PEP doivent travailler en transversalité, avec d'autres partenaires, il faut assurer la continuité des activités en tordant ces habitudes ! Le premier confinement a conduit à des innovations qui ont contraint les administrations à assouplir leurs règlements. Après ces évolutions, il est question de la transformation de l'offre. C'est encore plus

difficile parce qu'il faut aller chercher au fond de soi, dans le collectif, dans les aptitudes professionnelles, les évolutions de compétences, cette capacité de rebond pour se transformer.

**2020 et 2021 sont des années charnières.** Nous allons saisir les opportunités pour participer à la réinvention d'une organisation, d'un équilibre social, économique, citoyen qui devra être portée par tous les responsables politiques, associatifs, citoyens, représentants de la société civile, dont nous sommes.

Aujourd'hui, nous devons inscrire la démarche des PEP dans les mutations profondes de notre société : la transformation économique, la numérisation de la société, la mutation écologique, le pacte vert, le développement humain, durable, tout en exaltant les valeurs fondatrices des PEP. Déjà nous participons à ces réflexions avec le Pacte du pouvoir de vivre, les plateformes 360, l'école inclusive, l'habitat partagé, la protection de l'enfance, la responsabilité individuelle et collective... la réaffirmation des principes républicains : Liberté et laïcité, Égalité et lutte contre les injustices du destin, Fraternité et solidarité. Une large part des articles de ce numéro de Solidaires vous feront revivre la journée de débats que nous avons organisée le 9 décembre, et vous invitent à participer aux Rencontres PEP, dans une organisation inédite et innovante « trompe-Covid ».

L'ADN des PEP, c'était lutter contre les inégalités de destin des enfants victimes de la guerre pour leur permettre de bénéficier d'un parcours de réussite, d'accompagnement pour devenir des citoyens à part entière, en bonne santé, éduqués, formés, aptes à un bon emploi pour eux-mêmes et le redressement de la France.

Je pense qu'en 2021 nous sommes dans le même combat. Nous devons continuer sur la dynamique pour métamorphoser nos pratiques en ayant toujours présent à l'esprit ces valeurs fondatrices de notre fédération. Les Rencontres 2021, sur la pleine participation des personnes à leur émancipation, à leur projet de vie, feront la preuve que ces valeurs continuent à nous guider et constituent un socle puissant pour envisager l'avenir. ■



## AGNÈS BATHIANY

Directrice Générale de la Fédération Générale des PEP

### Refonder nos engagements, accompagner les nécessaires métamorphoses de nos pratiques, mieux répondre aux besoins des personnes.

Ce nouveau numéro de Solidaires sort dans une période marquée par la crise sanitaire aux multiples conséquences sociales qui impliquent pour les PEP de renforcer leurs engagements. Il donne une large place à la journée laïcité que nous avons organisée le 9 décembre dernier, il évoque aussi le Baromètre de la société inclusive que nous publions tous les ans faisant état de la perception des Français sur la lutte contre les inégalités et il annonce les Rencontres PEP 2021 du 29 mars au 9 avril. L'ensemble des équipes de la Fédération Générale des PEP, salariés et bénévoles, personnes accompagnées et leurs familles ainsi que nos partenaires sont mobilisés depuis plusieurs mois pour faire de cet événement une étape majeure dans nos réflexions et pour poursuivre les transformations de pratiques et celles de nos partenaires pour une société que nous voulons toujours plus participative, plus solidaire et inclusive.

Nous souhaitons que les Rencontres PEP 2021 dessinent la préparation de nos Journées Métiers, prévues en novembre 2021, ouvertes à tous nos salariés et bénévoles.

#### Refonder les actions en faveur de l'éducation à la laïcité

Le 9 décembre dernier, encore sous le choc de l'attentat contre Samuel Paty, il nous a semblé indispensable de nous retrouver tous ensemble avec nos partenaires pour interroger notre engagement en faveur de la laïcité au travers des actions et des pratiques de notre réseau, au sein des territoires et d'engager un nécessaire travail de réflexion sur nos engagements pour affirmer les valeurs de la République, matrices de notre projet associatif. Entièrement dématérialisée, cette journée a été conçue pour servir d'outil de mise en débat pour tous nos militants et partenaires.

Nous avons tiré profit de la brillante intervention de Dominique Schnapper, Présidente du Conseil des Sages de la laïcité (lire page 04). Nous avons milité pour que les associations d'éducation populaire, notamment celles participant au Collectif des Associations Partenaires de l'École

publique (le Cape) dont j'assume la présidence, ainsi que de nombreuses organisations de l'Économie Sociale et Solidaire impliquées dans le domaine éducatif, comme celles réunies au sein de l'Ésper, renouvellent leurs engagements pour défendre et promouvoir les valeurs de l'École de la République et soient mieux associées et reconnues pour cet engagement.

Nous devons collectivement affirmer que la laïcité est le bien commun de chaque citoyen.

Il faut permettre à toutes les personnes qui ont une responsabilité éducative (éducateurs, travailleurs médico-sociaux, acteurs territoriaux) de partager les actions et de devenir de véritables acteurs de la co-éducation. Chacun a son rôle, ses devoirs et ses savoirs mais ensemble, avec les jeunes et leurs familles, nous devons, à l'échelle des territoires, produire un réseau éducatif porteur de cohésion sociale. Avec nos partenaires, au sein du Cape, nous avons travaillé à une feuille de route permettant de concrétiser ces objectifs. Côté PEP, nous nous appuyons sur nos expertises terrain et sur les contenus des débats et des interventions, pour déployer auprès de nos professionnels, bénévoles et familles, un programme d'action laïcité. Cette démarche a été saluée par les représentants de l'État aux premiers rangs desquels Jean-Michel Blanquer et Sarah El Haïry, respectivement ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et secrétaire d'État, chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, lors de cette journée « laïcité et engagement citoyen ».

#### Faire société solidaire et inclusive : la pleine participation est au cœur du projet de transformation sociale pour lequel les PEP agissent

Transformer nos pratiques, construire l'engagement dans une démarche participative. La participation de tous est l'objet des 5<sup>es</sup> Rencontres PEP. Nous avons souhaité, en effet, nous saisir des aspirations profondes de tous les Français à plus d'émancipation, d'égalité et de justice sociale comme le



montre notre 6<sup>e</sup> Baromètre PEP/Kantar (lire pages 06, 07 et 08). Il nous faut créer ensemble les conditions et les actions indispensables pour permettre la pleine participation des personnes que nous accompagnons. Cette démarche ne pouvait se faire que dans le cadre d'une co-construction avec le réseau et nos partenaires.

C'est pourquoi les Rencontres se dérouleront en deux temps :

- D'abord, La Fabrique, du 29 mars au 7 avril, qui permet à toutes les Associations PEP de présenter leurs expériences participatives sous différentes formes : débats, vidéos, exposés, émissions de radio... et de créer des événements locaux auxquels participeront nos partenaires, les personnes accompagnées et leurs familles. Au moment où je rédige cet article, une quarantaine de nos associations présenteront une ou plusieurs actions créées avec une démarche participative, preuve s'il en était besoin du dynamisme de notre réseau.
- Puis, le Forum social, les 8 et 9 avril : deux jours de débats sous un format numérique mobilisant près de 100 intervenants français et internationaux, pour approfondir les conditions de mise en œuvre effective de la pleine participation des personnes dans l'ensemble de nos champs d'intervention.

Soyons assurés que toutes ces étapes nourriront les travaux préparatoires à l'élaboration de notre futur projet fédéral 2023-2027.

“

Il est inutile de faire de grands discours sur la laïcité. ”



L'INVITÉE

DOMINIQUE SCHNAPPER

Présidente du Conseil des Sages de la laïcité

Présidente du Conseil des Sages de la laïcité (qui était partenaire de la journée « laïcité et engagement citoyen » organisée par les PEP le 9 décembre 2020), Dominique Schnapper estime que tout le monde peut parfaitement comprendre les principes de la laïcité. Pour être compris, il faut être concret et « passer des messages simples ».

**Solidaires : Quelles sont les principales prérogatives du Conseil des Sages que vous présidez ?**

**Dominique Schnapper :** Nous accompagnons le Ministère de l'Éducation nationale sur tous les problèmes liés à la laïcité, en contribuant à la production d'outils du Ministère comme par exemple [le Vademecum de la laïcité à l'école](#) ou celui de [la lutte contre le racisme et l'antisémitisme](#). Nous rédigeons également des notes destinées à l'aider et le soutenir dans sa politique en faveur de la laïcité. Nous sommes souvent sollicités par les enseignants sur le terrain, et nous essayons de leur répondre le plus vite possible. En particulier nous prenons part à la formation des acteurs éducatifs qui nous paraît essentielle, intervenant dans des conférences lors de la formation des enseignants, des chefs d'établissement et des personnels d'inspection. Enfin, le Conseil des Sages de la laïcité intervient sur les plans intellectuel et pratique, lorsqu'ils nous le demandent, dans les services des Rectorats, en cas de problèmes ponctuels ou auprès des référents académiques « valeurs de la République ».

**Solidaires : Faut-il, selon vous, inclure les acteurs de l'Éducation populaire aux différents programmes et actions déployés vers les enseignants ?**

**D. S. :** Je pense que oui. L'éducation ne se résume pas à l'Éducation nationale et il y a indiscutablement un rôle à jouer par tous les acteurs de l'Éducation populaire, dont les PEP, vis-à-vis des jeunes générations qu'ils rencontrent dans leurs activités périscolaires. Il faut savoir que la France est le pays qui totalise le moins de jours de présence à l'école, donc les jeunes fréquentant nécessairement dans d'autres lieux éducatifs, qui deviennent complémentaires de l'école quant à l'éducation à la laïcité.

**Solidaires : Comment concilier les actions en faveur de la laïcité et la lutte contre les inégalités sociales, surtout dans les quartiers prioritaires de la ville ou les déserts ruraux ?**

**D. S. :** Il est inutile de faire de grands discours sur la laïcité. Il faut plutôt passer par des applications très concrètes et des messages simples, comme par exemple dire à un jeune que sa religion est une

affaire privée, qu'il est parfaitement libre d'avoir des convictions religieuses, mais qu'à partir du moment où il se retrouve en groupe, dans n'importe quel collectif, il doit demeurer discret sur ses pratiques et respecter celles des autres. Tout le monde peut parfaitement le comprendre !

**Solidaires : Comment les acteurs de l'Éducation populaire peuvent-ils selon vous prendre part au débat public en faveur de la laïcité sur les territoires et/ou éviter que d'autres s'en emparent ?**

**D. S. :** La société est comme la nature, elle a horreur du vide que l'islamisme fondamental peut occuper. Si nous laissons les jeunes, en particulier dans les milieux défavorisés, désemparés, sans repères intellectuels ni sociaux, l'islamisme fondamental (qui est, je le rappelle, l'expression d'une politique anti-démocratique, différent de l'islam en tant que religion) peut s'installer, en leur apportant une conception du monde, une solidarité, l'appui et le réconfort d'un groupe... L'Éducation populaire au sens large est essentielle pour à la fois délivrer un mode de pensée républicain (je respecte les lois, ta religion est une affaire personnelle) et proposer une forme de solidarité et d'encadrement.

**Solidaires : Quel est le programme du Conseil des Sages de la laïcité en 2021 ?**

**D. S. :** Nous continuerons notre travail pour l'Éducation nationale, en particulier sur la formation des formateurs. Mais un chantier important s'annonce s'agissant du domaine sportif, l'ensemble des associations sportives formant un monde très nombreux et compliqué dans lequel il se passe beaucoup de choses qu'il faudrait revoir. ■



En 2020, plus de  
**150 000 enfants**  
ont bénéficié d'actions  
au service de la  
promotion de laïcité

**Les deux programmes déployés dans tout le réseau associatif des PEP "promouvoir la laïcité" et "lutter contre les préjugés et les discriminations" ont bénéficié à 121 654 enfants et adolescents et 32 290 adultes.**

L'ensemble des replays de la journée laïcité et engagement citoyen sont disponibles sur

[www.lesrencontrespep.org/actualites/](http://www.lesrencontrespep.org/actualites/)



© Richard Kalvar - Magnum Photos pour la FCEP

## JOURNÉE LAÏCITÉ ET ENGAGEMENT CITOYEN : VERS UNE REFOUDATION DES ACTIONS EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION À LA LAÏCITÉ

Avec plus de 300 participants en ligne et une vingtaine d'intervenants en présentiel ou à distance, un live tweet particulièrement actif, une animation dynamique et une organisation inédite, la journée « Laïcité et Engagement citoyen » du 9 décembre dernier a été un vrai succès. Elle aura d'abord permis aux PEP, juste après l'attentat terroriste contre Samuel Paty, de réaffirmer le principe de laïcité, non comme objet de discussion, de débats sans fin, mais comme un bien commun, respecté par tous, seul capable de garantir la liberté de chacun dans le cadre commun de la République. Pour Jacques Guyard, vice-président de la Fédération Générale des PEP, la laïcité et la citoyenneté sont intimement liées et font partie de l'histoire des PEP, qui agissent pour accompagner les personnes en difficulté sociale ou de santé vers l'autonomie. Cela suppose de respecter leurs diversités de croyances et de personnalités, et même de les aider à s'affirmer. Pour lui, cela est rendu possible uniquement dans une société laïque, qui laisse chacun libre de penser, mais qui refuse la domination d'une croyance particulière. Ainsi, Dominique

Schnapper, présidente du Conseil des Sages de la laïcité, partenaire de la journée, a éclairé les esprits sur la place spécifique de la laïcité dans l'histoire de la République française (lire ci-contre). L'intervention d'Emmanuel Rivière (lire page 06) a également apporté des éléments de réflexion autour de l'acceptation même du mot « laïcité » par les Français, issus du sondage réalisé au lendemain de l'assassinat de Samuel Paty.

Les acteurs de la coéducation étaient également tous au rendez-vous : institutions, acteurs éducatifs et sociaux, médico-sociaux, de l'économie sociale et solidaire, collectivités locales, jeunes et leurs familles. Entre témoignages des jeunes et de leurs familles et confrontations des expériences et des pratiques des enseignants, des professionnels et de tous les acteurs du réseau, chacun a partagé son engagement en faveur du principe de la laïcité pour mieux lui redonner la force de porter et cimenter notre société. De ce point de vue, l'école a bien sûr été au centre des débats car elle a un rôle essentiel : elle ancre la laïcité dans une analyse

rationnelle de la vie et de la société. Mais ce message risque de paraître abstrait à beaucoup de jeunes s'il n'est pas relayé et éprouvé dans leur activité quotidienne familiale et de loisirs. C'est pourquoi les PEP plaident pour une action concertée de l'école, des associations et des communes pour que chaque jeune expérimente par lui-même l'intérêt et la liberté qu'apporte la laïcité républicaine. Ainsi, beaucoup de propositions ont pu être remontées aux représentants de l'État, aux premiers rangs desquels Jean-Michel Blanquer et Sarah El Haïry, respectivement ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et secrétaire d'État, chargée de la Jeunesse et de l'Engagement. Les PEP revendiquent leur rôle complémentaire de l'école, de co-éducateurs.





## INTERVIEW DE

## EMMANUEL RIVIÈRE

Directeur Général France de Kantar Public

“

Le trio des inégalités les plus graves et le plus répandu est le suivant :

- L'emploi
- L'accès au logement
- Et la possibilité de se soigner. ”

## RENDRE LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE ATTRACTIVE

Le sixième baromètre PEP/Kantar s'est déroulé dans un contexte difficile : pendant le deuxième confinement à l'automne 2020, au lendemain de plusieurs attentats terroristes dont l'assassinat de Samuel Paty et en marge du procès de l'attentat contre Charlie Hebdo. Une actualité chargée qui a fait évoluer la hiérarchie des principes républicains aux yeux des Français.

**Solidaires : Ce sixième baromètre s'est déroulé dans un contexte particulier, pas facile...**

**Emmanuel Rivière :** En effet, mais je voudrais d'abord souligner notre fierté de partager avec les PEP cet outil qui nous délivre des informations éclairantes sur l'état de la société française et des aspirations des Français depuis six ans. Notre société se perçoit comme divisée et, en même temps, elle le regrette profondément donc ceci nous laisse entrevoir les leviers d'action pour la transformer. Ce sixième baromètre a été marqué par une double actualité. D'abord, la menace que représente la pandémie et la situation de confinement et de distanciation qu'elle nous impose et ensuite l'assassinat de Samuel Paty avec les débats qui ont suivi. Ce contexte a eu, sans doute, des effets sur ses résultats.

**Solidaires : Que nous apprend ce sixième baromètre sur la société française ?**

**E. R. :** Une majorité de Français la perçoit inégalitaire même si nous avons constaté une hausse du sentiment d'égalité par rapport à l'an dernier. Très honnêtement, je pense que nous saurons plutôt l'année prochaine s'il existe durablement une hiérarchisation différente des priorités dans la perception des inégalités de la société française ou si cette atténuation du sentiment d'inégalité est seulement liée aux circonstances. Le trio des inégalités les plus graves et le plus répandu est le suivant :

- L'emploi (avoir ou ne pas avoir du travail conditionne sa place dans la société).
- L'accès au logement



• **Et la possibilité de se soigner. L'éducation arrive en 4<sup>e</sup> position des inégalités perçues,** soit une progression de 6 points par rapport à l'an dernier. Rappelons-nous cependant qu'une telle hiérarchie reste un sondage qui exprime le ressenti des Français sur ce qui leur semble le plus criant. Cela ne veut pas dire qu'il faille négliger les autres causes.

**Solidaires : Qu'est-ce qu'être citoyen ?**

**E. R. :** Pour les Français, être citoyen, c'est d'abord respecter la loi. La notion de devoir connaître et défendre les valeurs de la République demeure essentielle. Il s'agit d'ailleurs d'un nouvel item introduit dans cette sixième vague, qui prend évidemment tout son sens cette année. Ce qui progresse, c'est le sentiment de lutte contre les discriminations : il est vécu comme une manière d'être un citoyen et de répondre aux enjeux collectifs. L'engagement associatif est davantage cité qu'en 2018 comme faisant partie de la palette des comportements citoyens tandis que la participation politique recule légèrement. Alors vous allez me demander : Où vient-on citoyen ? Principalement chez soi

et à l'école, les activités extrascolaires faisant également partie des lieux d'apprentissage.

**Solidaires : Les associations, et en particulier celles qui constituent le réseau PEP, doivent-elles revoir leur projet à la lumière de ces résultats ?**

**E. R. :** Derrière la pleine participation citoyenne à laquelle les PEP aspirent, il y a cette question du vivre ensemble et des principes républicains. Vu le contexte, l'État joue un rôle de protecteur dont on a besoin, avec les milieux associatif et éducatif, pour réguler des situations qui convergent. Mais soigner le mal à la racine demeure un enjeu collectif. Ce que révèle également ce baromètre, c'est le besoin qu'ont les Français du volet aspirationnel de l'engagement citoyen. La lutte contre les séparatismes, pour reprendre ce terme qui ne désigne plus la loi confortant les principes républicains, c'est rendre attractif et désirable ce dont on est tenté de se séparer. Donc l'objectif est bien de rendre la société inclusive attractive. Elle devient la principale réponse aux séparatismes de toutes natures. ■



## INÉGALITÉS SOCIALES ET CITOYENNES : QUE PENSENT LES FRANÇAIS EN 2020 ?

Le sixième baromètre PEP/Kantar s'est déroulé dans un contexte difficile : pendant le deuxième confinement à l'automne 2020, au lendemain de plusieurs attentats terroristes dont l'assassinat de Samuel Paty et en marge du procès de l'attentat contre Charlie Hebdo. Une actualité chargée qui a fait évoluer la hiérarchie des principes républicains aux yeux des Français.

### DEUX TIERS DES FRANÇAIS CONSIDÈRENT LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE COMME INÉGALITAIRE

Cette sixième vague de sondage confirme le constat fait depuis le début de ce baromètre : la société française est jugée inégalitaire par une grande majorité des Français. Les inégalités les plus graves et les plus répandues restent inchangées : emploi (grave 51 %, répandue 55 %), accès à la santé (grave 51 %, répandue 40 %) et logement (grave 46 %, répandue 48 %) dans une année marquée par la crise sanitaire et l'insécurité économique de secteurs immobilisés par les mesures pour lutter contre l'épidémie. Comment agir ? Les personnes confrontées au handicap, à la pauvreté et à l'insécurité demeurent prioritaires. Les femmes et les familles monoparentales sont de plus en plus perçues comme devant bénéficier d'efforts particuliers pour assurer leur égalité de chances.

### L'ÉDUCATION REJOINT LES INÉGALITÉS LES PLUS GRAVES

L'éducation arrive en 4<sup>e</sup> position cette année (34 %, +6). Ce sentiment est renforcé par la mise entre parenthèse de la scolarité pour l'ensemble des élèves du pays lors du 1<sup>er</sup> confinement et qui a mis en lumière les inégalités sociales, matérielles, d'acquis éducatifs et d'accompagnement sur le territoire. Le consensus autour du lien école-élève à maintenir lors du second confinement n'est pas étranger à cette prise de conscience.

Le baromètre 2020 propulse d'un coup la liberté d'expression (44 %, +2) et la laïcité qui augmente très fortement cette année (43 %, +10) au premier rang des principes républicains, l'égalité entre les citoyens passant cette année au troisième plan (42 %, -13). Cependant, la promotion des principes républicains fait débat et le contexte des attentats a engagé les rappels aux principes de liberté d'expression et de laïcité.

### LE BAROMÈTRE PEP DE LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE

6<sup>E</sup> ÉDITION 2020-2021

Retrouvez le baromètre sur :  
[http://www.lespep.org/  
medias-et-publications/nos-  
publications/barometre/](http://www.lespep.org/medias-et-publications/nos-publications/barometre/)

### LA LAÏCITÉ DEMEURE POUR LES FRANÇAIS UN DES FONDEMENTS DE L'IDENTITÉ DU PAYS

La laïcité demeure pour les Français un des fondements de l'identité du pays et de manière encore plus nette cette année. Une majorité la considère comme importante (89, +5) et plus de 4 Français sur 10 (42 %, +7) comme essentielle pour la construction de cette identité. Deux récents sondages parus en mars 2021 montrent l'actualité du combat pour le principe de laïcité notamment à l'école (sondage Licra).



## UNE DÉFINITION DE LA LAÏCITÉ À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Le principe de laïcité est toujours perçu comme pluriel et aucune définition ne se détache particulièrement. En premier lieu, les Français définissent ce principe comme permettant la liberté de culte et de conscience (liberté de croire ou ne pas croire) [24 %, +3] et comme garant de l'égalité entre tous les citoyens français sans distinction de religion [20 %]. À noter que les définitions les plus retenues sont celles aspirant à des actions positives. À l'inverse, les définitions contenant une restriction ou une interdiction sont moins choisies : le recul de l'influence de la religion [6 %] ou l'interdiction des signes religieux dans l'espace public [3 %].

## L'ÉCOLE ET L'ÉTAT, PREMIERS DÉFENSEURS DE LA LAÏCITÉ

L'École, [56 %] et l'État, [47 %] sont considérés comme les premiers défenseurs de la laïcité. Mais près de la moitié des Français [43 %] estiment que défendre la laïcité est l'affaire de chaque citoyen. Ce nouvel item, proposé

aux Français interrogés recueille l'adhésion et nous indique que pour eux, au-delà des institutions, la défense de la laïcité doit passer par tous. Par ailleurs, on peut noter que le suffrage universel comme principe républicain, déjà considéré comme l'un des moins importants, décroche de 6 points [15 %] et conforte le constat d'un toujours plus grand détachement des Français vis-à-vis du vote.

## L'ÉCOLE ET LA FAMILLE : LIEUX PRINCIPAUX DE L'APPRENTISSAGE DE LA CITOYENNETÉ

L'École [93 %, +1] et la famille [90 %, +1] sont perçues comme les lieux privilégiés de l'apprentissage de la citoyenneté. La pratique d'activités extra-scolaires gagne du terrain comme moyen d'accéder à la citoyenneté [77 %, +4]. Une augmentation qui peut s'expliquer par de nouvelles activités proposées aux jeunes et qui comprennent un intérêt général [activités à l'environnement et l'écologie, au jardinage/maraîchage, chantiers de restauration, visites à la ferme...].

## PLEINE PARTICIPATION ET CITOYENNETÉ : PRENDRE PART À LA VIE SOCIALE ET COLLECTIVE

Qu'est-ce qu'être citoyen ? Quel est le lieu idéal de promotion et d'apprentissage de la citoyenneté ? Comment et à quel niveau des institutions confier cette responsabilité ? Être citoyen est synonyme du respect de la loi [93 %, +3], avoir des devoirs [90 %, -3] est la deuxième définition choisie par les Français. En troisième position, on trouve : connaître et défendre les valeurs de la République [89 %, nouvel item]. À noter que cette dernière définition convient moins aux moins de 35 ans [82 %].

## LA VIE ASSOCIATIVE EN TANT QUE COMPOSANTE DE LA CITOYENNETÉ EST PLÉBISCITÉE À L'ÉCHELON LOCAL

Prendre part et mieux à la vie sociale et collective est une aspiration forte des Français. La participation à la vie associative [65 %, +6] et la lutte contre les discriminations [84 %, +10] progressent en 2020 comme composante de la citoyenneté. À l'inverse, la participation à la vie politique recule [59 %, -3]. Les Français font le constat majoritaire que la sphère locale (commune, quartier 88 %) est le lieu privilégié de la participation à la vie sociale et collective. La sphère régionale arrive, elle, en 3<sup>e</sup> position derrière l'échelon national. Mais pour eux, il est plus difficile d'exercer sa pleine participation citoyenne si on se trouve en situation de handicap (ils ne peuvent pas y participer) [37 %] ou qu'on habite un quartier politique de la ville [25 %]. Ne pas laisser les publics vulnérables ou les moins visibles sur le côté. Les démarches ou mesures inclusives sont considérées comme importantes pour une majorité de Français (et encore plus pour les moins de 25 ans) notamment lorsqu'il s'agit de participation à la vie publique.

Ces mesures sont :

- 1- La garantie que chacun puisse donner son avis, participer ou s'engager dans la vie publique [86 %].
- 2- L'intégration des enfants ayant des troubles physiques, psychiques ou mentaux dans l'univers périscolaire [85 %] ou scolaire [83 %].
- 3- L'accessibilité à la participation [82 %] et la co-construction des politiques publiques avec les premiers intéressés par ces politiques [80 %]. ■



## LA FABRIQUE UNE MOBILISATION IMPORTANTE DU RÉSEAU PEP DANS LE CADRE DES RENCONTRES 2021

Du 29 mars au 7 avril 2021, dans le cadre de la « Fabrique des Rencontres », pas moins de 27 associations départementales volontaires seront représentées et 40 projets initiés. Un succès qui s'explique sans doute par le thème de cette année : la pleine participation des personnes.

### LA FABRIQUE CE SONT DES RENCONTRES QUI SE MULTIPLIENT SUR LES TERRITOIRES À PARTIR DU 29 MARS

C'est un espace de visibilité, de partage et d'ouverture aux autres territoires (que ce soit en différé ou en live) sur [www.lesrencontrespep.org](http://www.lesrencontrespep.org).

Chaque projet participatif sera présenté sur la page de La Fabrique PEP sous différentes formes : reportages, temps d'échanges en direct, vidéos de présentation, débats entre professionnels et personnes accompagnées... Toutes les personnes accompagnées par les PEP sont concernées : enfants, jeunes, personnes en situation de handicap, personnes âgées et/ou isolées, fragiles socialement, numériquement...



### LA PARTICIPATION

C'est un processus d'accompagnement de toutes les personnes accueillies et accompagnées, et de tous ceux qui les accueillent et les accompagnent. Cet axe fort du projet fédéral des PEP, en cohérence avec les valeurs de Solidarité, Égalité et les principes d'Émancipation, de Citoyenneté et d'Autonomie qui guident les actions des membres du réseau, a conduit à présenter la Fabrique PEP. Vous y retrouverez une présentation des pratiques en cohérence avec la culture du « Faire » du réseau PEP au service de l'émancipation de tous. Cette Fabrique est le résultat d'un double travail participatif :

- La Fabrique présente les projets participatifs mis en œuvre sur le terrain au bénéfice de la réussite des accueils et des accompagnements de publics fragiles à tous les âges de la vie dans le cadre de la plus grande recherche d'autonomie et d'engagement des personnes autour de leur projet.

- La Fabrique ce sont également des échanges et des temps de partage des équipes professionnelles et bénévoles autour de cette notion de participation auprès de tous les publics vulnérables, des impacts attendus, constatés, analysés en termes d'accompagnement et d'évolution des pratiques professionnelles à conduire et à inscrire dans le projet associatif.

L'occasion est donnée au réseau PEP de témoigner sur des initiatives locales. Il s'agit de les décrypter sous l'angle de la participation, de les rendre visibles, de les amplifier ou même d'en créer de nouvelles.

Du 29 mars au 7 avril, plein feu sur les associations et les établissements PEP qui font de la participation des personnes qu'elles accompagnent une réalité ! ■

**Rendez-vous  
au Forum Social  
les 8 et 9 avril**

Dés événements  
100 % numérique sur  
[www.lesrencontrespep.org](http://www.lesrencontrespep.org)

# 6 QUESTIONS À...

## CHRISTINE GAILLARD

Vice-présidente de l'association départementale des PEP du Loiret et déléguée régionale Centre Val de Loire pour Fragile X France



LES PEP 45

## INCLUSION : CIMENT DE LA LAÏCITÉ ?

Maman de deux garçons porteurs du syndrome X fragile, Christine Gaillard est aussi vice-présidente de l'association départementale des PEP du Loiret et déléguée régionale Centre Val de Loire pour Fragile X France. Elle témoigne ici de sa vie et de son combat en faveur de l'inclusion de ses enfants dans une société ouverte et laïque.

**Solidaires : Avant tout, pouvez-vous nous dire ce qu'est le syndrome X Fragile ?**

**Christine Gaillard :** C'est une anomalie génétique héréditaire. C'est la deuxième cause de déficience intellectuelle après la Trisomie 21 mais c'est la première cause de déficience intellectuelle héréditaire. Ce syndrome se porte sur le chromosome X [d'où son nom « X fragile »] et, sur une anomalie du gène FMR1 qui est anormalement long. En conséquence, la protéine FMR P n'est pas produite et c'est ce qui provoque le syndrome X Fragile. Cette déficience intellectuelle peut, ou non, s'accompagner de troubles du comportement.

**Solidaires : Comment voyez-vous le lien entre inclusion et laïcité ?**

**C. G. :** Il y a un lien évident entre handicap, inclusion et laïcité. Depuis que nous avons découvert le handicap des enfants, tout le monde est touché : non seulement notre sphère familiale car ce syndrome est héréditaire, mais également toute la société que nous sollicitons pour notre vie quotidienne. Plus précisément, le handicap quel qu'il soit, touche toutes les cultures, toutes les croyances, toutes les catégories socio-professionnelles. **Et les valeurs laïques, c'est précisément la cohérence d'un peuple dans l'égalité des droits, quels que soient les origines culturelles, les croyances ou le niveau social des personnes.** Ce lien est donc pour moi évident entre laïcité et handicap. Dans notre pays laïque, la France, le handicap nous a rapproché de ces valeurs-là.

**Solidaires : On imagine que vos enfants sont pris en charge par des structures. Quel est le lien des parents avec les professionnels ?**

**C. G. :** Effectivement, mes deux enfants sont en structures médico-éducatives. Pour autant, nous avons besoin du monde ordinaire. Quand on est parent d'enfants handicapés, on a encore plus besoin des autres, à commencer par les parents des autres enfants handicapés, pour nous rassurer, pour échanger notre ressenti. Nous avons aussi besoin du monde des professionnels : chercheurs dans le secteur médical, soignants, éducateurs, enseignants, animateurs...

“

**Les valeurs laïques, c'est précisément la cohérence d'un peuple dans l'égalité des droits, quels que soient les origines culturelles, les croyances ou le niveau social des personnes. ”**

Ils doivent faire du lien entre eux pour que leur complémentarité aille dans le même sens. Nous, les parents, sommes les premiers éducateurs de nos enfants mais nous sommes demandeurs pour faire du lien, impulser et relayer auprès de nos enfants pour que tout le monde œuvre dans le même sens, au bénéfice de l'enfant.

**Solidaires : Pourriez-vous citer quelques pratiques concrètes entre parents ou avec les professionnels, sur le plan de la laïcité ?**

**C. G. :** Absolument, le fait d'être dans des instituts médico-éducatifs n'est pas synonyme de « coupés du monde ». Au contraire. Or, très vite, dans le handicap, on peut se trouver discriminé, c'est-à-dire « à côté » et nous ne le voulons pas. Prenons, le sport, par exemple. Pourquoi est-ce que nos enfants, du fait qu'ils sont déficients intellectuels, n'auraient pas droit à accéder à la natation ? Nous avons ainsi sollicité notre municipalité qui a répondu favorablement en mettant à disposition des enfants un créneau handisport dans les structures sportives de la ville. Idem pour le club d'athlétisme qui permet à une étudiante STAPS APA (Activité Physique Adaptée) d'accueillir nos enfants avec d'autres enfants d'ailleurs.

**Solidaires : Vos enfants sont-ils en capacité de comprendre ce qu'il s'est passé récemment dans notre société (pandémie, attentats) ?**

**C. G. :** Oui, ils nous voient nous intéresser aux informations. Le premier confinement les a interpellés parce que, d'un seul coup, il y avait rupture dans leur quotidien : plus de rencontres, plus de sport, plus de vie associative.



**Solidaires : Le ministre de l'Éducation nationale s'est exprimé lors de la journée laïcité organisée par les PEP en décembre dernier. Que demander au monde éducatif ?**

**Christine Gaillard :** Je leur demande de mieux former les professeurs des écoles. Nous ne sommes pas dupes. Nous savons que dans le monde normatif, il y a déjà beaucoup de besoins spécifiques et que le handicap se rajoute à tout cela. Donc, je pense que, lorsqu'on est enseignant,

il faut être armé pour pouvoir faire face à tout ce monde. Le but, c'est d'élever tous nos enfants, incluant l'ensemble de ceux porteurs de handicap, quels qu'ils soient. Cela ne peut pas se faire sans formation. Il en est de même pour tous ceux qui seront sollicités par une personne différente tout au long de sa vie. Les personnes handicapées demandent à être considérées comme les autres selon leurs capacités mais c'est bien grâce à l'accompagnement à leurs côtés de professionnels formés, que leur inclusion

dans le monde sera possible. La création de petits dispositifs est un bon début mais ils sont sous-dotés et devront s'essaimer car les besoins sont plus importants. Nous attendons aussi d'ailleurs la reconnaissance de la place et du travail qualitatif des AESH. Cette inclusion ne peut se limiter à une sensibilisation et à une bienveillance aléatoire, d'autant plus dans une culture de la différence loin d'être mature.

C'est cela l'égalité des chances et la laïcité, aussi. Ne laisser personne de côté. ■



© Matt Stuart - Magnum Photos pour la FCPEP

### LES PEP 74

## UN NOUVEAU MÉTIER : LE COORDINATEUR DE PARCOURS



**FABRICE  
BOUSQUET**  
Directeur Général des PEP 74

Les PEP 74 (Annecy) ont répondu à l'appel à projet CNSA en s'appuyant sur l'expérience acquise durant le confinement. La fermeture de l'établissement et l'externalisation des accompagnements ont accéléré le déploiement d'une équipe de coordinateurs de parcours. Le bénéficiaire et sa famille sont replacés au centre du projet et leurs attentes et besoins sont considérés à partir de leur projet de vie.



© Thomas Dworzak - Magnum Photos pour la FCPEP

### Solidaires : Qu'est-ce qu'un coordinateur de parcours ?

**Fabrice Bousquet :** C'est un changement de paradigmes. Le premier coordinateur de parcours, je l'ai installé en 2013 aux PEP 01. En ce moment, c'est la grosse tendance, un terme à la mode mais c'est surtout très en lien avec la recommandation européenne en matière de désinstitutionnalisation qui dit : la personne en situation de handicap a recours à l'institution seulement si l'institution apporte une plus-value. Sinon, c'est le droit commun qui s'impose et moi, je vais jusqu'à dire : l'institution devrait être entendue comme un dispositif du droit commun. Le handicap n'est pas un monde à part.

### Solidaires : Comment vous êtes-vous positionné dans cet appel d'offre ?

**F. B. :** En tirant l'expérience de la situation de crise où nous avons renforcé la dynamique de coordination de parcours dans le but

de recueillir au plus près les besoins, les attentes, les souhaits, les demandes des personnes sur différentes possibilités d'accompagnement. En même temps, nous avons eu un service d'hébergements mobilisés sur le territoire d'Annecy avec d'autres organismes gestionnaires pour accueillir des enfants qui étaient en grande difficulté pour être maintenus à domicile.

“  
**L'institution devrait être entendue comme un dispositif du droit commun. Le handicap n'est pas un monde à part.**”

Cela a donné lieu à une mobilisation générale des salariés de l'AD. Et c'est l'impulsion qui nous a permis de donner cette réponse conçue pour répondre à la crise avec le concept de plateforme de services que nous développons aux PEP 74. En fait, le contexte de la crise sanitaire a été un accélérateur pour la mise en place du service de coordination de parcours associatif dans une logique de plateforme de services.

### Solidaires : Comment le mettez-vous en œuvre concrètement ?

**F. B. :** Les coordinateurs de parcours ont la responsabilité de recueillir des attentes, des

souhaits, des désirs et des besoins exprimés par les personnes accompagnées que ce soient les personnes elles-mêmes d'ailleurs ou leurs proches ou leurs aidants.

Ils sont chargés de recenser les attentes, puis de co-construire avec les personnes leur parcours pour déclencher ensuite des prestations qui concernent leur autonomie dans les secteurs du logement, du transport, de la santé. Chaque fois que c'est possible, les coordinateurs vont construire avec les personnes des parcours de droit commun.

Durant la crise sanitaire, les personnes accompagnées avaient la possibilité d'exprimer le souhait soit de venir à temps partiel, soit très partiel ou séquentiel dans l'établissement, soit de bénéficier de suivis à domicile. En fait, on a personnalisé au maximum. Nous avons fait du sur-mesure.

### Solidaires : Quelle est l'idée qui sous-tend ce projet ?

**F. B. :** Notre objectif global c'est de pouvoir dire aux personnes accompagnées et à leur famille : ce n'est plus à vous de vous adapter à l'institution mais c'est à l'institution de s'adapter à vous et de mieux répondre à vos attentes et à vos besoins. Parce que historiquement, dans notre secteur, les professionnels ont été formés pour dire : « *votre enfant a tel handicap, difficulté ou pathologie, nous avons identifié ses besoins, on sait ce qui est bon pour lui on va s'en occuper* ». Aujourd'hui, l'ambition que je porte consiste à mettre en place progressivement l'accès au droit commun pour tous au plus proche de leur lieu de vie ; les coordinateurs de parcours sont là pour que soient pris en compte et respectés les droits des personnes. ■



LES PEP 01

## LA MERVEILLEUSE DYNAMIQUE DE DINAMO L'ÉTAPE

Depuis septembre, le Service d'Accueil de Jour DINAMO L'Étape des PEP 01 (Ain) peut accompagner jusqu'à dix personnes de 18 à 40 ans avec des troubles neurodéveloppementaux. Originalité du projet : la possibilité d'interventions à domicile et la participation des parents ainsi que des bénévoles.

C'est un bel exemple de société inclusive que nous donne le Haut-Bugey. Loin des discours, le Service d'Accueil de Jour de Montréal-la-Cluse, s'adapte concrètement aux demandes des bénéficiaires. Au risque de surprendre, « *ça ne se fait pas habituellement* », souligne Marie Michel, responsable de site chez Les PEP 01, « *car bien souvent, les effectifs sont restreints et lorsque les enfants sont accueillis dans les IME, il est difficile d'organiser des visites à domicile pour faire de la continuité dans l'accompagnement* ». Il est vrai qu'aujourd'hui, tout le monde évoque cette idée formidable d'adaptation mais « *ça n'était pas dans les mœurs* », ajoute-t-elle. En revanche, « *puisque'on se dirige de plus en plus vers l'accompagnement en milieu ordinaire, la pratique se développe* ». La mission de Dinamo L'Étape est d'accueillir des jeunes de 18 à 40 ans pour éviter les ruptures de parcours en sortie d'IME ou pour éviter que ces jeunes restent dans des établissements pour enfants.

Surtout ne laisser aucune personne en situation de handicap sans solution et pour parvenir à cet objectif, deux idées simples : la souplesse et la fluidité.

L'accueil peut se faire de manière permanente ou temporaire, à temps complet ou partiel. La coordinatrice rencontre la famille et la personne pour déterminer les besoins spécifiques dans



un esprit de sur-mesure. Ensuite tout est envisageable : un accueil de jour classique sur site et service d'accompagnement à la vie sociale mobile ou intervenant à domicile. Autre spécificité : les parents, aidants ou bénévoles peuvent être associés à l'accompagnement.

« *Le service n'est pas non plus à la carte* », précise Marie Michel. « *On fait dans l'individualité mais inscrit dans un collectif. On impose une ossature commune à tous les jeunes. Les horaires, par exemple. La rentrée est fixée à 8h00, certains arrivent à 8h30, d'autres à 9h00 mais sur l'ensemble de la journée, il y a un emploi du temps et c'est dans cet emploi du temps qu'il y a des aménagements en fonction du projet de chacun* ». Le cadre donné est aussi important que la souplesse « *parce que ces jeunes ont besoin de structuration. Il leur faut une*

*organisation et une continuité* », remarque-t-elle très justement.

À l'origine du projet se trouve l'association « Pour Laura » créée il y a deux ans par Stéphanie et Raphaël Maconi pour leur fille, âgée à l'époque de 21 ans. Laura est atteinte d'une maladie génétique entraînant des troubles du comportement. Après un parcours en IME, elle n'a pas trouvé de structure pour adultes correspondant à ses besoins.

« *Laura était en IME, elle n'avait plus l'âge pour y être et ne trouvait plus de solutions sur le territoire d'Oyonnax. Ils ont fait en sorte qu'un établissement ouvre et ont monté un projet. Ils ont d'abord rencontré Damien Abad au département puis ils se sont mis en lien avec les PEP parce qu'il leur fallait un organisme gestionnaire pour pouvoir mettre en place le travail qu'ils avaient réalisé en amont et réfléchir à un projet d'accueil de jeunes adultes* », explique la responsable de site.

Installé pour l'instant dans des locaux provisoires, le SAJ intégrera en 2022, la future plateforme IME-SESSAD-CMPP PEP 01 de Montréal-la-Cluse, actuellement en construction. Dix nouvelles places sont déjà prévues. ■



## DES NOUVELLES DU RÉSEAU



“

Les enfants vont plus vite que les parents quand on en vient aux ordinateurs. ”

LES PEP 13

### LUTTER CONTRE L'ILLECTRONISME À MARSEILLE

L'association départementale des PEP 13 a lancé un programme qui porte le nom un peu surprenant d'illectronisme et qui se propose de lutter contre l'illectronisme numérique.

À l'origine de cette formidable initiative, il y a l'appel à projets de l'ANLCI, (Association nationale de Lutte contre l'Illectronisme) auquel a répondu la Fédération Générale des PEP : « Nous avons été sollicités pour intervenir dans un quartier prioritaire, celui du 15<sup>e</sup> arrondissement de Marseille », explique Christa Viard, chargée du développement aux PEP 13. Il s'agit d'un programme de formation à l'Internet destinée aux adultes. Il se déroule au travers des démarches administratives à réaliser sur certains sites internet, comme par exemple celui de l'Éducation nationale, PRONOTE (accès aux devoirs, aux notes, aux informations que donnent les professeurs sur leurs enfants), ou encore celui de la Caisse d'Allocations Familiales.

« Nous avons travaillé en partenariat avec les associations du territoire qui connaissent bien la population », ajoute Christa Viard. « Les PEP 13 interviennent dans tous les quartiers de Marseille, mais nous n'avions pas connaissance de ce qui existait concernant le numérique dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. Nous avons également collaboré avec les financeurs pour repérer ce qui existait déjà dans ce domaine et savoir comment nous pouvions intervenir en complémentarité. Sachant que l'État

encourage fortement à développer des formations sur le numérique, il existe déjà en effet beaucoup d'associations qui se développent sur le même thème. Aussi, les PEP de Marseille ont-elles décidé de faire un état des lieux avant de se lancer », remarque-t-elle. « Reste que surfer sur l'Internet est un domaine tellement vaste que presque tout le monde a besoin d'une formation aujourd'hui. L'appel à projets ciblait les habitants des QPV du 15<sup>e</sup> arrondissement de Marseille et c'est devenu le critère principal pour être éligible à la formation au numérique ».

Le projet de lutte contre l'illectronisme concerne les parents des enfants scolarisés issus du premier et second degré (primaires et collèges). Ainsi, deux centres sociaux et une école élémentaire ont-ils été choisis parce qu'ils développaient déjà des axes pour aider les enfants dans leurs devoirs de classe. Or, après le premier confinement, l'État a largement investi pour que les centres sociaux puissent bénéficier de tablettes numériques destinées aux enfants.

Ainsi, le directeur du centre Kallisté - La Granière a-t-il organisé le prêt de ce matériel exactement comme le prêt de livres dans une bibliothèque. « Les jeunes qui viennent au centre bénéficient donc des tablettes

à tour de rôle », souligne la chargée de développement des PEP 13. Un beau coup de pouce car une tablette n'a pas le même prix qu'un livre... « Le directeur du centre oriente vers nous les parents des enfants qui utilisent la tablette chez eux de manière à ce qu'ils puissent s'en servir également, » précise-t-elle. « Une bonne idée, car nous pouvons ainsi intervenir en complémentarité pour les aider à naviguer sur Internet ».

Christa Viard reconnaît volontiers que les enfants vont plus vite que leurs parents sur des ordinateurs. « C'est plus intuitif pour l'adolescent qui va savoir surfer en deux jours sur des sites comme YouTube ou Spotify. Mais les tablettes ont été formatées de telle sorte que certains sites ne sont pas accessibles ». Le formateur ne s'adresse qu'aux adultes. Ils viennent tout seuls chaque vendredi. « Ils sont très contents. Au début, l'ordinateur leur fait un peu peur, ils n'osent pas essayer. Nous avons donc dû revoir nos objectifs à la baisse et éviter d'aller directement sur le site PRONOTE, par exemple. Mais un très beau partenariat s'est développé entre le centre social, les PEP 13 et les habitants du 15<sup>e</sup> arrondissement qui se sont véritablement saisis de cet espace collectif », se félicite Christa Viard. ■

### LUCIE BONHOMME

chargée de mission Culture et Communication des PEP 61



© Richard Kalvar - Magnum Photos pour la FCPPEP

### LES PEP 61

## RADIO PHILO ET RADIO PULSE À L'ANTENNE !

Donner à des jeunes issus de quartiers prioritaires l'occasion de se construire en faisant de la radio. Tel est le projet des PEP 61 qui mettent à profit une convention signée par la Fédération avec le Ministère de la Culture.

Radio philo est un premier projet qui est encore mené d'une façon expérimentale. « On est parti de la volonté de donner la parole aux enfants pour entendre leur appréhension du monde et leur donner des outils », explique Lucie Bonhomme, chargée de mission Culture et Communication aux PEP 61. Pour autant, bien que tout frais, le programme est bien ficelé. Dans un premier temps, il y aura des ateliers philo qui vont se dérouler à l'école, dans un collège et une école **primaire**. Puis, dans un second temps, les ados vont à la rencontre d'une radio associative de la bande FM, Radio Pulse.

L'idée est que les enfants puissent construire leurs chroniques philosophiques de A à Z. Dans un premier temps, ils travaillent avec une intervenante philo, Anne Claire Delange. Celle-ci mène des activités de philosophie auprès des enfants et leur donne des outils. Puis, dans un second temps, Radio Pulse **intervient** au collège et à l'école pour diriger des ateliers radio et leur donner les outils techniques.

Les jeunes sont libres de choisir leur thématique. Il ne s'agit pas de cours imposés déguisés. « Nous souhaitons plutôt leur offrir un espace de réflexion et d'expression pour que leur parole soit audible de tous. Ensuite, viendra la partie technique en studio : fabriquer un jingle, voir comment fonctionne la radio et... comprendre qu'il y a tout un processus pour rendre la parole audible », souligne Lucie.

“

**Notre volonté est de donner la parole aux enfants et de la mettre en valeur pour qu'on puisse apprendre leur appréhension du monde.**”

Donc les chroniques seront courtes et au cours d'une séance finale, les élèves du collège Louise Michel et de l'école Jules Verne enregistreront directement dans les studios.

Ils auront d'ailleurs énormément à découvrir. Le média radio, d'abord. Mais aussi toute une palette de savoir-faire indispensables : développer sa réflexion, apprendre à écrire un texte avec un début et une fin, comprendre une thématique, la lire en montrant qu'on a compris ce qu'on a écrit.

« Le projet répond à plusieurs objectifs », précise Lucie Bonhomme. « Il y a évidemment celui d'appréhender un média dans sa globalité mais on souhaite aussi initier une réflexion philosophique sur des thématiques citoyennes. Notre volonté est de donner la parole aux enfants et de la mettre en valeur pour qu'on puisse apprendre leur appréhension du monde. Et puis, on crée des dynamiques de groupes, ça permet aussi de travailler l'écriture, la prise de notes, l'oralité, la confiance

en soi... Après, globalement, pour les classes découvertes culturelles, l'idée est de favoriser l'accès des jeunes générations à la diversité culturelle tout en les inscrivant dans un processus créatif », dit-elle.

Les PEP 61 développent le concept de classes découvertes culturelles à la journée et travaillent avec les écoles pendant le temps scolaire. « On est parti du constat que l'école avait de moins en moins de moyens pour partir une semaine en classe découverte », constate Lucie Bonhomme.

Ce n'est pas forcément un projet lié au contexte du Covid mais il tombe à pic dans le contexte sanitaire. « Il y a peut-être des choses qui vont émerger par rapport au contexte dans un monde qui est compliqué pour eux. Le projet n'est pas né par rapport au Covid mais il tombe bien, c'est eux qui vont choisir les thématiques. Et il y a peut-être des choses qui vont émerger la dessus », se félicite-t-elle. Si vous êtes dans les environs d'Alençon, préparez vos autoradios et vos portables : première émission à la rentrée. ■

# LES RENCONTRES PEP 2021

## DU 29 MARS AU 9 AVRIL

FORUM SOCIAL PARTICIPATIF ET EN LIGNE

**FAIRE ENSEMBLE  
SOCIÉTÉ INCLUSIVE**

**Avec la pleine  
participation de tous**

du 29 mars  
au 7 avril

**LA FABRIQUE  
DES RENCONTRES  
EN TERRITOIRE**

Partout en France

Les 8 et 9  
avril

**2 JOURS  
100% EN LIGNE**

Web conférences et ateliers participatifs

Inscrivez-vous et retrouvez toutes les infos sur  
[www.lesrencontrespep.org](http://www.lesrencontrespep.org)

**SOLIDARITÉ** **ÉGALITÉ** **CITOYENNETÉ** **LAÏCITÉ**



La solidarité en action